

rendre apte aux exigences du développement industriel moderne.» Bref, il faut partout et à tous les niveaux **n'enseigner que ce qui est utile et encore dans une optique industrielle.** La spécialisation à outrance, la parcellarisation du savoir va de pair avec une diffusion massive de l'idéologie « industrielle ».

L'industrialisation de l'université, c'est l'introduction directe des capitalistes dans l'enseignement : division du travail, obéissance, discipline.

C. — LES CONSEQUENCES

Certes ces réformes ne sauraient en elles-mêmes assurer la pérennité du système capitaliste. Les contradictions demeurent et demeureront ; mais le tragique des contradictions capitalistes réside en ce que ce ne sont pas les capitalistes mais les travailleurs qui en font les frais. Déjà les enfants du prolétariat se dirigent en masse vers un avenir professionnel bouché, vers le chômage ou le sous-emploi. Mais ils ne sont pas les seuls touchés, les enseignants le sont également directement et tout de suite.

Les réformes capitalistes sont une attaque directe contre les conditions de vie de l'enseignant.

1. — LES ENSEIGNANTS ET L'EMPLOI

Traditionnellement le métier d'enseignant outre les vacances et la retraite offrait un attrait non négligeable : la stabilité et la garantie de l'emploi accordée par la Troisième République et maintenue par les luttes syndicales. De nombreuses coutumes et institutions : avancement à l'ancienneté, mutations contrôlées, etc., traduisaient dans les faits cette relative sûreté, cette relative indépendance de l'enseignant. La garantie de l'emploi reconnue à tous les fonctionnaires titulaires était un des attraits (presque le seul) de la fonction enseignante. Ne relevant que de sa propre administration, ayant des garanties sur son avenir : avancement automatique, mutations contrôlées par des commissions paritaires, l'enseignant pensait être un fonctionnaire zélé de la République, puisque celle-ci le traitait relativement bien.

Mais cette situation ne pouvait pas durer ; si le « conservateur » enseignant favorisait la stabilité sociale, il avait des aspects inacceptables pour le capitalisme en déclin : tradition d'indépendance même formelle à l'égard du pouvoir politique et du patronat, surtout garantie de l'emploi, incompatibles avec les principes de rentabilité maximum qui sont ceux du capitalisme monopoliste : il ne peut assurer à long terme l'entretien d'un personnel si peu rentable.

La réforme de l'enseignement signifie l'attaque contre la sécurité de l'emploi

2. — LA DIVISION

Comment s'opère cette attaque ? D'abord par des tentatives de différencier le corps enseignant dans ses fonctions et sa rémunération : dans le supérieur et le second degré, cette pratique de diviser pour régner est pratiquée depuis longtemps : l'opposition entre professeurs et assistants, entre agrégés et certifiés permet au pouvoir de créer de mesquines rivalités d'intérêts qui étouffent souvent le potentiel revendicatif. Mais jusqu'à ces derniers temps, les instituteurs qui forment la plus grande partie des enseignants restaient à peu près homogènes dans leurs conditions de vie, leur rémunération et leurs prérogatives. Mais la sortie de deux statuts, l'un pour les directeurs d'école, l'autre pour les professeurs de C.E.G. divise irrémédiablement les instituteurs et menace directement l'unité du S.N.I., force puissante quoique inactive. D'inquiétants projets sont actuellement remués en ce qui concerne les écoles maternelles (voir, par exemple, le projet de service civique obligatoire féminin qui s'effectuerait notamment dans les dites maternelles).

La bourgeoisie tente de briser l'unité du corps enseignant par la sortie de statuts particuliers.